

La Gazette des Comores

*Paraît tous
les jours sauf
les week-end*

Quotidien Indépendant d'Informations Générales

19^{ème} année - N° 3362 - Vendredi 22 Mars 2019 - Prix : 200 Fc

SOCIÉTÉ

La Caisse de retraite, une gestion de plus en plus controversée



ELECTIONS ANTICIPÉES

**Plus de 80 observateurs
internationaux déjà enregistrés**

LIRE PAGE 3

Visitez le site de la Gazette
www.lagazettedescomores.com

**Prières aux heures officielles
Du 21 au 25 Mars 2019**

Lever du soleil:
06h 11mn
Coucher du soleil:
18h 21mn

Fajr : 04h 57mn
Dhouhr : 12h 19mn
Ansr : 15h 36mn
Maghrib: 18h 24mn
Incha: 19h 38mn



ELECTION PRÉSIDENTIELLE ANTICIPÉE

Achmet Said Mohamed a défendu les principes démocratiques

Le plus jeune des candidats à la présidentielle de dimanche prochain, Achmet Said Mohamed, 43 ans, a tenu un meeting à la place Ajao, à Moroni dans la capitale fédérale, ce jeudi 21 mars.

L'emblématique place a été prise d'assaut par ses militants et autres sympathisants.

Achmet Said Mohamed a tenu un meeting hier à la Place Ajao. Portée par le Mouvement Hury, la candidature d'Achmet Said Mohamed est soutenue par des étudiants de l'Université mais aussi par des cadres, des médecins, des hommes d'affaire et hommes et femmes de toutes les classes sociales ; de toutes les générations.

Sitina Omar Tamou, membre du Mouvement a pris la parole lors de grand rassemblement. « Je me retrouve sur cette estrade aujourd'hui pour rappeler au peuple comorien que le parti Hury a été créé pour por-



Meeting de cloture du candidat Achmet place Ajao

ter ses espérances », a-t-elle déclaré. « Lors de nos tournées, à Anjouan notamment, ceux qui nous ont reçus jeunes comme adultes nous ont dit de dire aux habitants de la Grande-Comore qu'ils soutenaient, portaient à bout de bras la candidature du Dr Achmet ».

Lors de son intervention, Sitina

Omar Tamou, a placé l'emploi des jeunes au cœur du programme du candidat qu'elle soutient. « Il y aura bien sûr la fonction publique mais nous avons surtout pensé à la création d'emplois pour les jeunes désœuvrés, qu'ils aient suivi des études supérieures ou non car nous croyons en l'intelligence de la jeunesse

comorienne, en sa vivacité et en sa persévérance ».

Plusieurs personnes se sont succédées à la tribune pour prendre la parole. Mais l'invité d'honneur, le principal acteur, Achmet Said Mohamed, vêtu d'un tee-shirt de l'équipe nationale, les Coelacanth, portant un fez a d'emblée crié « Hury », le poing levé. « Le moment de vérité est arrivé », a-t-il crié.

Achmet Said Mohamed a eu une pensée pour Abdallah Abdou Hassani et Oubeid Mchangama Atthoumane, journalistes qui crouissent à la maison d'arrêt de Moroni depuis plus d'un mois, sans jugement « lesquels auraient aimé être avec nous en ce moment mais qui sont emprisonnés parce qu'ils ont dit la vérité ». Et à ceux qui critiquent sa supposée inexpérience politique, il leur a répondu, « il est vrai que nous ne sommes pas des politiciens mais nous enseignons la politique ». Et d'enchaîner avec la

démocratie, « qui a ses piliers, lesquels sont protégés par la presse ». Il a raconté par la suite « qu'une mouche se posait toujours sur la partie d'une table qui n'était pas nettoyée ; les plus avertis s'efforçaient de la désinfecter quand les autres, loin de nettoyer la table, préféraient venir à bout de la mouche ». Achmet Said Mohamed s'est posé en défenseur acharné de la liberté de la presse, du droit des journalistes à informer.

Achmet qui a préféré axer son discours sur la démocratie et ses fondements a fait savoir qu'il comptait « tout nettoyer, tout mettre à neuf, bâtir des fondations plus solides, plus sûres » et a mis en garde « ceux qui franchissaient les limites fixées par la démocratie. « Révolution », a-t-il scandé, toujours le poing levé. « Révolution, lui a-t-on répondu dans la foule.

Fsy

CAMPAGNE ÉLECTORALE

Karihila : "Le vote de la diaspora possible à la prochaine présidentielle"

Devant une place publique inondée du monde, Hamidou Karihila a tenu son dernier meeting dans sa ville natale, Mbeni. Devant ses partisans, le candidat s'engage à concrétiser le vote de la diaspora dès les prochaines élections présidentielles.

Quelques jours de la fermeture de la campagne électorale, Hamidou Karihila, candidat aux élections présidentielles était chez lui, Mbeni pour clôturer sa campagne après celle de Mohéli et Anjouan. Devant une place publique pleine à craquer, Hamidou Karihila s'engage à rendre possible le vote de la diaspora, une fois élu. « Le vote de la diaspora est possible. Ce n'est pas un mirage », déclare-t-il. Sur ce sujet, le candidat promet de soutenir les membres de la diaspora désirant investir dans le pays. « On va faire

tous les moyens pour leur faciliter la tâche et même leur accorder une exonération de 10% à la douanes », poursuit-il.

Lors de son intervention, Hamidou Karihila est revenu sur son programme une fois élu à Beit Salam. Après la libération des prisonniers politiques, le candidat va se diriger directement vers l'application des accords de Fomboni. « Si les comoriens m'élisent à la tête du pays, je vais me battre pour les jeunes et créer plus de 400 emplois chaque année. Cela va nous permettre de résoudre la question du chômage dans le pays », dit-il, avant d'ajouter que « je vais diminuer mon salaire de chef d'État de 30% pour financer le sport et des projets pour handicapés ».

Pour la culture, l'ancien secrétaire général de la CRC évoque la question du Anda na Mila et regrette en



retour que les prêcheurs et les imams soient délaissés. Mohamed Abdoulghaniou qui parle au nom des handicapés, Hamidou Karihila est signe d'espoir pour tout le monde

notamment les plus vulnérables à savoir les handicapés que nous sommes. « Hamidou Karihila est le seul candidat à se déplacer pour nous voir et connaître nos besoins. Et là, c'est

un bon signe », dit-il.

L'ancien député Issahaka regrette les agissements du candidat Azali Assoumani. Selon lui, il a enterré la CRC lui-même pour plusieurs raisons. Ce dernier est revenu sur le cas de Houmed Msaidie lorsqu'il a divisé le parti en deux. « Msaidie a voulu diviser la CRC. C'était Hamidou Karihila qui a osé le reprendre et le faire retourner à nouveau à Beit Salam. Mais hélas, une fois élu président, le président Azali a oublié Karihila et son député Ali Mhadji. Actuellement Ces deux personnalités sont devenues candidats comme lui. C'est pourquoi il a voulu enterrer Mamadou comme il voulait faire à Karihila. Dieu merci, ce dernier est vivant pour prendre le relais de l'ancien rais natif de la région Hamahamet Mboikou », conclut-il. .

Ibnou M. Abdou

ELECTIONS DES GOUVERNEURS

Mohamed Abbas Elhad : "Lutter contre le chômage des jeunes"

Le candidat aux élections des gouverneurs de Ngazidja, Mohamed Abbas Elhad, a organisé son dernier meeting hier à la place de Badjanani, Moroni. Le candidat indépendant a relaté ses ambitions pour briguer l'exécutif de l'île de Ngazidja. Parmi elles, la lutte contre le chômage des jeunes.

Mohamed Abbas Elhad a tenu un meeting hier 21 mars à la place de Badjanani de Moroni. L'ancien ministre a dévoilé son programme

une fois élu à la tête de Ngazidja. Le candidat pense qu'il est temps de se réveiller et de développer l'île de Ngazidja. « Les années passent est rien n'évolue. Il est temps de développer notre pays et notre île. C'est pour cela que je me suis lancé dans ce combat. Notre île doit reprendre son image digne, et j'espère qu'ensemble nous allons réussir à le développer. Et cela demande beaucoup d'efforts et du patriotisme », déclare Abbas Elhad, avant d'ajouter que « nous sommes capables de rehausser notre île. Et je m'engage de le déve-

lopper une fois à Mrodjou, et bien sûr avec votre soutien ».

Devant ses partisans, le candidat a dévoilé les 11 axes composant le programme de son quinquennat. Une santé de proximité, une école publique digne, lutter contre le chômage des jeunes, renforcement de la coopération décentralisée, valorisation des apports de la diaspora, développement de l'énergie renouvelable, accès à l'eau, bonne gouvernance, sport et culture ainsi l'environnement, font parti des préoccupations du candidat. Et il a beaucoup

insisté sur le chômage des jeunes. « Nous allons renforcer la formation technique et professionnelle, tout en développant de l'initiative privée dans le secteur de l'agriculture, pêche, élevage et tourisme sans oublier les métiers liés aux technologies de l'information et de la communication », dit-il. Au niveau de l'éducation, le candidat reste convaincu qu'il faut des écoles publiques dignes de ce nom.

« Nos écoles publiques méritent d'être des vraies écoles car c'est l'avenir de notre pays. Il faut procéder

à une rénovation de l'école publique du préscolaire à la classe de terminale avec un vrai redéploiement du personnel manquant, renforcement de la formation continue des professeurs du collège et du lycées- tout en amplifiant le travail de l'inspection pédagogique, construction des écoles manquantes dans les régions enclavées, et puis rénovation des écoles existantes », conclut-il.

Nassuf Amad

SOCIÉTÉ

La Caisse de retraite, une gestion de plus en plus controversée

Les agents de la Caisse de Retraite des Comores s'indignent. Des pratiques qui perdurent selon eux et qui les a poussés à réagir. Selon eux, il est temps que tout change au sein de l'institution et ils dénoncent sa mauvaise gestion. Ils citent entre autre des contrats fictifs, des recrutements abusifs et villageois et d'autres pratiques qui ne correspondent pas aux missions de l'institution mais que cette dernière se permet.

Recrutements abusifs, contrats fantaisistes, prestations de sociétés fictives... la liste est longue. Des faits contes-

tés et rejetés par des agents de la Caisse de Retraite des Comores. Sous anonymat, une source fiable nous explique que la directrice générale de l'institution « fait ce qu'elle veut » dans l'institution. « Comment pouvez-vous comprendre que même sa voiture de fonction est utilisée par son mari (Ndlr : Maoulana Charif, Vice-Président de l'Assemblée) », lance un haut cadre de l'institution. Ce dernier se demande jusqu'où compte-t-elle aller. D'autres sources toujours sous couvert de l'anonymat s'indignent de ces pratiques et vont jusqu'à déclarer que « c'est choquant et on ne peut pas cautionner de tels

actes».

Selon cette même source, la gérante de l'institution roule avec la voiture de service à défaut de la sienne. « Que faire face à des responsables comme elle ? », se questionne notre interlocuteur. Comparée à son prédécesseur, Abdillah Mzé Mouigni qui avait recruté quatre (4) agents durant plus de six (6) ans à la tête de l'institution, Charif Assiata aurait embauché au bout de deux (2) ans, dix (10) agents issus en majeure partie de sa région et de son village soit huit (8) au total. Ce dernier a présenté un document qui selon lui porte l'affectation d'une entreprise

prestataire fictive. Une entreprise qui selon notre source est recrutée pour différentes consultations notamment une consultation sur le rétroplanning budgétaire et sur le plan de fonctionnement de la Caisse de retraite et une assistance technique dans le suivi du plan de communication. Notre source affirme que l'agent comptable a refusé de payer les factures à défaut de preuves attestant le service fait des prestations de celle-ci.

Sans mâcher ses mots, notre source a cité les indemnités perçues par la gérante de la Caisse de retraite. « Il y'a un décret signé à l'époque de Taki qui a fixé les salaires

des directeurs généraux et les indemnités qui ne doivent pas dépassées 50% du salaire. Avec 200 milles d'indemnités de logement et 175 milles d'indemnités de fonction, la directrice perçoit plus de 50% de ses indemnités, ce qui est contraire aux textes en vigueur », nous a-t-il lancé. En outre, notre source affirme que pendant six (6) mois, la directrice générale n'a pas reçu ces indemnités car « bloquées par l'agent comptable de la société ». « Ce n'est pas comme ça que ça se passe et il faut que ça change », a-t-il conclu tout confiant.

A.O Yazid

CITOYENNETÉ ÉCONOMIQUE-DOSSIER 64

L'avocat de Sidi appelle à la libération d'office de son client

Huit mois depuis qu'Ibrahima Mouhoumadi Sidi est en prison. Devant la presse, son avocat, Maître Djamal-Dine Bacar s'indigne de l'avancement de l'enquête sans remettre en cause la fiabilité de la justice. Selon lui, la détention de son client devient arbitraire car son délai de détention a été dépassé dans le fond comme dans la forme malgré plusieurs demandes de mise en liberté provisoire qu'il a déposées auprès de la chambre d'accusation.

"Nous avons saisi la chambre d'accusation pour une demande de mise en liberté d'office d'Ibrahima Mouhoumadi Sidi car le délai de la détention provisoire est écoulé », annonce Maître Djamal-Dine Bacar Ahamada. Selon lui, la détention de son client peut être, actuellement, considérée comme arbitraire. « Ibrahima Mouhoumadi Sidi est

placé en détention provisoire depuis le 26 juin 2018. Et à compter de ce jour jusqu'au 26 février 2019 cela fait huit mois », a-t-il précisé avant de montrer que « son client est accusé de plusieurs chefs d'inculpation notamment détournement et usurpation de fonction ». Pour maître Djamal-Dine Bacar, le délai de la détention provisoire est fixé à quatre mois renouvelables une fois selon l'évolution de l'enquête. « Au-delà des huit mois, la justice est dans l'obligation d'organiser le jugement par tous les moyens car s'il s'ajoute à ce délai une seconde de plus, il s'agit alors d'une détention arbitraire et c'est le cas de mon client aujourd'hui », a-t-il martelé.

Se portant en défenseur de la loi, l'avocat dit faire confiance en la justice mais regrette que les droits de son client ne soient pas respectés. « En ma qualité d'avocat, je défendrais la loi jusqu'au bout », a-t-il fait savoir avant d'évoquer le respect



des droits de l'homme. L'avocat de l'ancien ministre de l'intérieur sous l'ère Sambi s'indigne de la position de son client et fait savoir que ça ne devrait pas être le cas. « J'appelle la justice et toute personne habilitée à faire respecter la loi car nous sommes dans un Etat de droit », a-t-il

crié.

Evoquant entre autre son état de santé qui est fragile, Djamal-Dine Bacar dit avoir fait jusqu'à sept demandes de mise en liberté provisoire rejetées par la justice pendant que d'autres accusés dans le même dossier dit 67 jouissent de cette

liberté provisoire. « Pendant que la justice s'apprête à organiser le jugement mais j'ai un client qui accroupit en prison, un client qui a beaucoup patienté », a-t-il rappelé.

Selon l'avocat, la charte internationale des droits de l'homme qui est au-dessus de toute loi nationale a été bafouée et si quelque chose devait lui arriver en prison, ce sera sous la responsabilité de l'Etat. Sans leur d'espoir face au cas de son client, Maître Djamal-Dine Bacar précise que le dossier de Sidi relève d'un délit et non d'un crime. Ce dernier promet entre autre de saisir les institutions compétentes notamment tous les organes des droits de l'homme sans remettre en cause la justice comorienne. « On ne joue pas avec la liberté des gens », conclut-il.

A.O Yazid

ELECTIONS ANTICIPÉES

Plus de 80 observateurs internationaux déjà enregistrés



Pour le compte des élections présidentielles et des gouverneurs des îles, plus de 80 observateurs se sont enregistrés pour surveiller ce double scrutin des 24 mars et 21 avril. On peut citer la COMESA, l'Union Africaine, l'EASF et la Ligue des Etats Arabes.

Les observateurs internationaux commencent à se déployer sur le territoire national à trois jours des élections présidentielles et des gouverneurs des îles. C'est l'Union Africaine qui arrive en premier avec 30 observateurs dont des parlementaires pan-africains, des ambassadeurs accrédités auprès de l'Union africaine, des fonctionnaires de l'Ua, des responsables des organes de gestion des élections et des membres des orga-

nisations de la société civile. Et la Mission d'observation électorale de l'Union africaine (MOEUA) sera conduite par l'ancien premier ministre de la République de Sao Tomé et Principe, Patrice Emery Trovoada.

La mission d'observation de la Force en Attente de la région de l'Afrique Australe (EASF) aux Comores est composée de 27 observateurs, venant des 8 Etats membres, à savoir Djibouti, Burundi, Rwanda, Somalie, Seychelles, Soudan, Kenya et Ouganda. Elle a pour mission de projeter la présence de l'EASF pendant le processus d'élection, observer, évaluer et donner un avis impartial sur la légitimité du processus électoral, identifier les déclencheurs de crise possibles et fournir des avis techniques aux

responsables des élections et assurer la coordination avec les communautés économiques régionales. C'est la deuxième fois que l'EASF mandate une mission d'observation électorale aux Comores depuis l'adhésion du pays à cette organisation en 2009. L'organisation avait déployé une mission d'observation aux Comores pour superviser le scrutin référendaire de juillet 2018.

La Ligue des Etats Arabes (LEA) a dépêché mercredi dernier à Moroni une mission d'observation du double scrutin prévu les 24 mars et 21 avril. Elle est composée de 7 membres de différentes nationalités et conduite par le chef de la mission permanente de la Ligue des Etats Arabes en Ethiopie. L'objectif de la mission est d'évaluer les divers aspects du processus électoral, en y

incluant les campagnes électorales, le déroulement du scrutin, ainsi que l'opération de dépouillement, tout en vérifiant leur conformité avec les dispositifs internationaux pertinents et les règles nationales régissant les dites élections.

Enfin, il y a aussi une délégation du COMESA pour évaluer les divers aspects du processus électoral. La Commission de l'Océan Indien avait annoncé eux aussi d'envoyer une mission d'observation pour le double scrutin. Mais au moment où nous mettions sous presse ses quelques lignes, elle n'est pas encore arrivée à Moroni.

MY

ELECTIONS ANTICIPÉES : J-2

La notabilité plaide pour un déroulement pacifique des élections

Le collectif des grands notables a invité les médias nationaux pour appeler à un déroulement pacifique des élections. Ils appellent à agir contre les troubles et les fraudes et à la responsabilité des organismes en charge des élections afin de maintenir un climat paisible durant et après les élections.

Conscient que la tension est montée d'un cran ces derniers jours dans le pays, le collectif des notables a appelé pour la première fois la presse hier jeudi pour sensibiliser la population sur la nécessité de préserver la stabilité et la cohésion nationales. Ils se disent alarmés par les propos tenus récemment par le ministre de l'Intérieur Mohamed Daoudou selon lesquels « Comment Azali Assoumani peut ne pas gagner les élections, et pourtant c'est moi qui vais faire la proclamation des résultats le soir du 24 mars ». Des propos incitant une partie de l'opinion et des candidats à réagir.

« Nous avons rédigé un courrier destiné aux organismes internationaux présents aux Comores leur demandant de prêter main forte en



Photo d'archive

vue de tenir les élections dans la stabilité et faire en sorte que le gagnant des élections soit un président réellement élu », déclare Mbaé Charif, grand notable de Mbéni et porte-parole du collectif, tout en montrant que la sécurité des résultats et la sta-

bilité étatique sont menacées.

Selon le collectif des notables, les propos du ministre de l'intérieur en charge des élections laissent comprendre qu'un passage en force du président sortant serait à craindre au détriment de ses adversaires, à

l'issue des résultats qui sortiraient des urnes. Face à ce risque, les notables ont adressé un courrier aux institutions en charge des élections pour « attirer l'attention des responsables de toutes les institutions impliquées dans l'organisation et le déroule-

ment des opérations électorales à savoir la Ceni, l'Armée nationale et la police nationale de prendre chacune ses responsabilités pour qu'à l'issue de ces élections, le pays préserve son calme quotidien ».

Le porte-parole du collectif a exhorté les habitants de chaque village et ceux des autres îles d'accomplir leur devoir civique sans porter atteinte à l'ordre public. « Il est fort probable que des villages ou des régions sont déjà ciblés où il suffit de rien pour qu'une opération militaire fasse dégénérer la situation », prévient Mbaé Charif, avant d'ajouter que « deux électeurs peuvent se bousculer au seuil d'un bureau de vote à cause sans nécessiter l'intervention des militaires. Et parfois des gens sont payés uniquement pour provoquer l'annulation des bureaux des votes voire même la région ». Le collectif des notables appelle à la responsabilité de chacun des acteurs politiques en présence pour que le vote se déroule dans le calme et le respect des règles de transparence et d'équité pour tous les candidats en lice.

Kamal Gamal

LIBRE OPINION

CAF : "la raison du plus fort"

L'humanité est manifestement mal embarquée. Une humanité régie dans tous les domaines par la loi du plus fort. Même en Afrique, continent le plus faible, le plus malmené par les puissances occidentales depuis des siècles, elle pratique, elle aussi, la loi du plus fort.

Même le sport, domaine d'éducation par excellence, domaine de propagation des valeurs universelles, la loi du plus fort règne en maître. On apprend aux jeunes générations à accepter la loi du plus fort. Le Monde serait une jungle, sans foi ni loi, pire que celle des animaux, qui eux n'attaquent que s'ils ont faim ou se sentent en danger. Voilà pourquoi les petites îles Comores subissent face aux grands, même face aux « moyens » grands, même face aux « petits ».

Ces derniers temps c'est la Confédération Africaine de Foot qui nous en fait voir de toutes les couleurs. Eh oui, les petites îles Comores, nouvelles venues sur le

terrain continental du foot, ne peuvent pas, ne doivent pas participer à une phase finale de la Coupe d'Afrique des Nations. On dirait que les arbitres sont briffés. Les exemples scandaleux sont nombreux. Le pire c'est ce match Comores-Maroc où l'arbitre n'a même pas cherché à sauver les apparences.

Et que dire de cette collusion manifeste des instances internationales du foot pour éliminer les Comores de la phase finale de la CAN 2019. Car il s'agit d'une collusion. D'abord la CAF dont le Président n'hésite pas à déclarer que c'est la Direction de la CAF qui fait la loi et qu'elle peut la changer suivant ses désirs ; un vrai et inqualifiable « président-fondateur ». C'est ensuite le Tribunal Arbitral du Sport qui impose à la Fédération de Foot Comorienne de payer 23 000 euros (la part de la FFC et celle de la CAF qui refuse de payer) en espérant que la FFC ne pourra pas supporter une telle charge. Car elle

aurait pu accorder la gratuité des frais. Enfin la FIFA, gênée aux entournures qui croit se dédouaner en proposant jouer aux bons offices !

La FFC, avec ses dirigeants émérites a réussi la prouesse de mobiliser en un temps record l'argent du procès. Les VERI PIYA ce sont tous les Comoriens qui se sont

serrés les coudes pour supporter l'équipe.

Notre vœu est que les Coelacanthes l'emportent à Yaounde le 23 mars prochain, réponse magistrale, qui rabattrait l'arrogance de ces dirigeants indignes qui piétinent les lois du sport.

Notre interrogation aux grands de ce Monde. Pensez-vous que les «

faibles » n'ont qu'à plier l'échine face à vos desideratas et votre mépris ? Quelle peut-être leur alternative s'ils décident de faire valoir leur dignité ? Quel genre de monde préparez-vous aux générations futures ?

Idriss



AVIS D'APPEL D'OFFRES

RFQ 2019/001/PNUD/COM-matériel postal



Le bureau du PNUD Comores cherche à acquérir du matériel postal au profit de la SNPSF.

Les entreprises spécialisées dans ce domaine et intéressées par cet appel d'offres sont priées de bien vouloir télécharger les documents de l'appel d'offres à partir des sites du PNUD suivants :

http://procurement-notice.undp.org/view_notice.cfm?notice_id=54175

Ou

<https://www.ungm.org/Public/Notice/85553>

Les offres doivent être déposées :

Au bureau du Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD)
Maison des Nations Unies à Hamramba
B.P 648 - Moroni - Comores
Ou envoyé par courriel à Offres.km@undp.org

Au plus tard le mardi 9 avril 2019 à 12h00

PNUD / UNDP – Programme des Nations Unies pour le Développement
Système des Nations Unies
www.km.undp.org – www.km.one.une.org

B.P. 648 - Moroni
Union des Comores
+269 773 1558

A vendre

Très bonne Toyota Yaris, idéal pour taxi
Robuste et économique

Fabriquée en France

Tel : 332 51 51 / 444 51 51 / 336 28 14

SPORT

Le président candidat Azali a rencontré le monde sportif

Le sportif président candidat aux élections présidentielles anticipées, Azali Assoumani, accompagné de son équipe, s'était entretenu avec la communauté sportive à Moroni le jeudi 21 mars 2019. Plusieurs points ont été abordés, notamment les réalisations des autorités nationales, et aussi les difficultés qui handicapent l'essor du sport.



Azali avec les instances sportives nationales

Lors de cette rencontre exceptionnelle d'hier, l'assistance a reconnu la nécessité de promouvoir le domaine. Le sport, source de santé morale et physique, est un élément fondamental, et pour l'unité nationale, surtout pour nous qui sommes insulaires, et pour la croissance d'un pays. Le colonel s'est engagé pour son développement, une fois installé à Beit-Salam. Le sportif président candidat avait exprimé l'importance qu'il a toujours accordé aux sportifs : « La Jeunesse et le Sport m'ont toujours préoccupé. Aujourd'hui, ils sont le fer de lance de l'émergence. Je suis sportif et je suis dans le domaine, je pense que je suis en mesure de répondre aux attentes. Le développement du sport constitue le déve-

loppent d'un pays, ou vice-versa ». Parmi les réalisations qui font aujourd'hui les merveilles du pays figurent, le rapprochement des sportifs des quatre îles à travers la Coupe de la Concorde, hélas aujourd'hui bafouillée, l'adhésion de la Fédération de Football des Comores (Ffc) à la Fifa, la construction des infrastructures footballis-

tiques, la maison de la Ffc, les précieux soutiens financiers consacrés aux besoins des Cœlacanthes, etc. Trois représentants de la communauté sportive (Handisport, Football féminin et sport classique) ont émis les vœux de voir l'émergence politique, accorder une grande importance pour l'émergence du sport. Parmi les pistes évoquées et

suggérées resplendissent, entre autre l'adoption d'un budget propre pour les fédérations, la construction d'un gymnase couvert omnisports et d'une piscine olympique avec l'appui du Comité International Olympique, une vive implication des autorités nationales pour le développement du football féminin, qui vient d'être sacré championne

de l'Océan indien, après avoir battu Maurice (3-0) et Rodrigue (6-0), la construction d'une maison de sport qui permettra aux fédérations de disposer des locaux pour installer leur siège, l'accompagnement assidu des handisportifs.

Les conflits, d'origine sportive, reste un point embarrassant. « Il faut canaliser les délinquants afin de réduire les dégâts, voire éradiquer les violences », conseille le candidat Azali. L'implication de la notabilité pour le développement du sport, la sauvegarde de la concorde inter-communautaire et l'unité nationale, a été reconnue primordiale. « On a du pain sur la planche. Mais on réussira à relever le défi. Tout doit commencer par vous, les sportifs », suggère le Colonel. Avant de clore le dialogue, une prière particulière a été prononcée collectivement pour souhaiter une belle performance aux Cœlacanthes face aux Camerounais, demain (23 mars 2019). « L'exploit des Cœlacanthes est essentiel. Il apaisera la journée dominicale et nous permettra de fêter une double victoire, incha Allah », conclut le président candidat.

Bm Gondet

COUPE D'AFRIQUE DES NATIONS

L'ambiance de la Can Égypte 2019 à Moroni et la sécurité

Les 23 mars 2019, les Cœlacanthes des Comores affronteront les Lions Indomptables du Cameroun, dans le cadre de la Coupe d'Afrique des Nations (Can Égypte 2019), malgré le retrait au titre de pays-hôte. A Moroni, certains quartiers s'appêtent à inviter le peuple à suivre le match devant des écrans géant le soir. Or à la veille des scrutins explosifs, la circulation nocturne est strictement contrôlée, voire limitée. Que feront les agents de sécurité en cas de victoire des Cœlacanthes ?

nationale est disqualifiée. Mais curieusement la Caf a décidé de maintenir les Lions indomptables dans la compétition. Ce face-à-face déterminant aura lieu demain (samedi 203 mars 2019) à Yaoundé. Un exploit des Cœlacanthes symbolisera une qualification historique des Comores à une phase nationale d'une Can, en l'occurrence de la Can Égypte 2019.

L'exploit suscitera inévitablement chez le peuple, ages et sexes confondus, une ambiance enflammant. Les rues de la capitale seront envahies. Une marée des personnes en ébullition scandera hymnes et slogans jusqu'à très tard le soir. Habituellement aux Comores, à la veille des scrutins explosifs, les autorités limitent la circulation nocturne. Que feront les forces de l'ordre ?

Joint par téléphone, le capitaine Ramadhoini Mdahoma tient un langage apaisant : « Non, soyez rassurés. Si les Cœlacanthes s'imposent demain à Yaoundé, il n'y aura pas des troubles incontrôlés. Une tumulte, caractérisée par une liesse populaire dans la capitale sera

inévitable. C'est naturel, considérant le contexte du duel ». Notre interlocuteur ajoute : « Des dispositions pour la sécurité des îles sont bien sûr au menu. Cela relève de notre compétence. Mais pas pour un éventuel exploit des Cœlacanthes ». En cas de victoire des Cœlacanthes,

les agents qui vont être déployés à Mutsamudu, à Fomboni et à Moroni ne vont-ils pas se joindre à la liesse ambiante, pour applaudir les voitures et motos qui sillonnent dans les rues ?

Bm Gondet

Au lieu du Cameroun, la phase finale de la Can 2019 se déroulera finalement en Égypte du 21 juin au 19 juillet 2019. Logiquement, après un retrait ou un désistement d'un pays de l'hébergement d'une Can, son équipe

Nos points de vente	
Nassib Itsandra	Au paradis du livre
Nassib volovolo	Mag Mrket
Nassib Bacha	Station Filling
Nassib Kalfane	Librairie A la Page
Gare du nord	Nouveauté
Chez Kamardine Matelec	Bus Place de France
Wadaane coulé	Karthala chez Tati
Hadoudja chez Soroda	Magasin Mzê Cheik Gobadjou
Hadoudja chez Nadi	Café de la Médine Badjanani
Pâtisserie Pain Soleil Magoudjou	Said Bacar Djomani

COOP-CA MECK MORONI
Société coopérative avec Conseil d'Administration MECK-MORONI
B.P 877, Moroni Route de la Corniche, Ngazidja - Union des Comores
Tel: (+269) 773 27 28 / (+269) 773 82 83

Tavis d'Appel d'Offres

La Meck-Moroni lance un appel d'offres pour l'achat de divers matériels afin de renforcer la sécurité globale de l'institution. Elle souhaite acquérir des compteuses et des coffres-forts. Les matériels devront être livrés et installés à la Meck-Moroni. Une formation sur l'utilisation du matériel devra être effectuée de la part du prestataire.

LOT 1 : 25 COMPTEUSES DE BILLETS
LOT 2 : 4 COMPTEUSES DE PIECES
LOT 3 : 2 DEUX COFFRES-FORTS

Les cahiers des charges sont à télécharger sur la page Facebook « Meck Moroni Officiel » et le site web de la Meck-Moroni " meck-moroni.org"
Eléments à fournir :

- * Une brève présentation de la société ;Références concernant l'exécution des contrats analogues ou preuves d'expériences dans des conditions semblables ;
- * Patente ;Registre de commerce ;Quitus fiscale ;
- Offre technique et financière ;
- * Le délai de livraison ;Brochures du matériel proposé ;

Critères de sélection
La qualité, le prix, les références et les délais de livraison sont les critères objectifs qui vont conditionner la sélection.

Dépôt des candidatures :
Les offres techniques et financières doivent être scellées et présentées séparément. Les enveloppes doivent comporter les mentions :

LOT 1 : COMPTEUSE DE BILLET, et/ou LOT 2 : COMPTEUSE DE PIECES et/ou LOT 3 : COFFRES-FORTS

Les dossiers de candidatures doivent être déposés à l'adresse mentionnée ci-dessous au plus tard le lundi 01 avril 2019 à 15h00 à l'adresse suivante :
Mutuelle d'Épargne et de Crédit ya Komor-Moroni
Service Administratif et Ressources Humaines
B.P : 877 Moroni, Route de la Corniche, Ngazidja-Union des Comores
Tél : 773 27 28. Email : naila@u-meck.org
Seuls seront ouverts, les plis parvenus à la Meck-Moroni dans ce délai.

Droit de réponse accordé à l'Union des MECK

Votre article par au journal d'aujourd'hui (N°3361 du 21 mars 2019) à la page 2 portant le titre « L'Afd au secours de l'Union des Meck » nous indignent et nous révolte. Avant même de lire le contenu, son titre laisse sous-entendre une institution en grande difficulté qui vient d'être sauvée. Or le réseau Meck se trouve être la première institution financière du pays et n'a pas besoin d'être secourue par qui que ce soit.

La convention qui vient d'être signée entre l'Union des Meck et l'Ambassade de France portant sur un appui de l'AFD au secteur productif et qui entre dans le cadre d'un partenariat gagnant-gagnant entre les deux institutions est loin de signifier que notre Réseau se trouve en difficultés et rechercherait à être secourue.

La signature de cette convention confirme au contraire la bonne santé financière de notre réseau. En effet, c'est l'Agence Française de Développement, initiatrice de ce projet visant le développement

du secteur productif comorien qui est venue vers le réseau MECK qu'elle considère comme capable d'apporter l'appui nécessaire aux activités visées compte tenu de critères de gestion et de performance.

De leur part, les MECK qui ont été créées pour appuyer le développement ses initiatives économiques de base (agriculture, pêche, élevage, artisanat, petites unités de transformation) trouvent dans cette convention l'opportunité de renforcer leur présence dans un secteur qui constitue déjà leur première priorité.

Nous vous demandons de prendre les dispositions nécessaires, et dans les meilleurs délais pour rectifier cette publication qui peut créer une confusion et nuire à notre image de première institution financière des Comores.

En vous remerciant de votre compréhension.

Assoumany Aboudou
Directeur Général

Observation de La Gazette des Comores

A la lecture de notre article incriminé, le journaliste n'a aucunement eu l'intention d'insinuer une quelconque mauvaise santé financière de votre institution. Certes le titre peut porter à interprétation, nous en convenons, et qu'il ne correspond pas à l'idée que beaucoup de clients et partenaires se font du réseau des Meck, en termes d'image et de statut de « première institution financière des Comores », comme vous le rappelez. « L'Afd apporte un appui au réseau MECK » serait sans doute un titre plus approprié, et nos lecteurs peuvent rectifier d'eux-mêmes, dès lors que le contenu de l'article ne mentionne nulle part l'idée d'une « institution en grande difficulté qui vient d'être sauvée » comme vous le dites. La Gazette tient par ailleurs à s'en excuser, si son titre a pu choquer.

La Rédaction

La Gazette des Comores
BP 2216 Moroni – UNION DES COMORES
Tél. (269) 37-79-80 – 33 26 76

BULLETIN D'ABONNEMENT

Nom : _____

Prénom : _____

Adresse postale : _____ email : _____

Tél. : _____ Fax : _____ Mob : _____

Périodicité :

3 mois Montant : _____

6 mois Montant : _____

12 mois Montant : _____

Mode de règlement :

Espèces

Chèque n° _____

Virement bancaire réf. : _____

Moroni le,

Signature :

Tarifs d'abonnement

(Valable à compter du 1er janvier 2015)

	Mensuel		Trimestriel		Semestriel		Anuel	
	FC	Euro	FC	Euro	FC	Euro	FC	Euro
Comores	4 500	9	12 500	25	25 000	51	50 000	102
Etranger	6 000	12	17 000	35	32 000	65	62 500	127

Valable jusqu'au 30/04/19

50 KG

Dar Es Salam - Moroni

AB Aviation